

1° Au vu des urgences climatiques de plus en plus pressantes, et plus spécifiquement de la nécessité de préserver les terres agricoles, notamment à proximité des grandes agglomérations, quelle est actuellement votre position concernant le projet de lotissement commercial « Oxylane » situé sur des terres naturelles et à forte valeur agricole sur la commune de Saint-Clément-de-Rivière, le long de la route de Ganges à la sortie de Montpellier ?

Les candidats de “Décidons l’Hérault” sont totalement opposés à ce type de projet, consommateur de terres pouvant accueillir (et accueillant actuellement) une agriculture péri-urbaine. Certains d’entre nous ont participé (entre autres, Vincent Meynier en tant que conseiller municipal, Cathy Aberdam en tant que citoyenne engagée) à la quasi-totalité des rassemblements contre le projet Oxylane, tout comme certains des soutiens de notre candidature (tel que Christophe Coillot, élu EELV à Clapiers).

2° De quelle manière envisagez vous votre action, au sein de l’Assemblée départementale, pour vous opposer efficacement à ce projet ?

Nous pensons proposer la création d’un PAEN (Projet d’Aménagement des Espaces Naturels) qui permet le maintien de l’agriculture vivrière. Il y a d’autres exemples dans le Département de l’Hérault (Verdisses, Rouviège et plateau de Vendres). Une telle démarche suppose l’adhésion au projet des communes concernées, ici Saint Clément de Rivière, et comprend donc un réel travail d’échange entre le département, la commune et ses habitants.

3° Si vous êtes élu-e, êtes vous prêt(e) à agir afin que le département soutienne activement un autre projet fondé sur une approche agro-écologique, contribuant à l’approvisionnement nourricier de la zone urbaine, en collaboration avec des associations environnementales, des paysans et des citoyens ?

La prégnance du changement climatique, et les risques qu’il fait peser sur notre sécurité alimentaire doivent nous amener à sanctuariser les terres agricoles et à favoriser une agriculture vivrière, dans des pratiques bio et/ou agroécologiques, qui seraient destinées à la restauration collective et aux populations locales. Nous nous engageons fermement à protéger les terres agricoles en général et à lutter contre le projet Oxylane en particulier. Nous mettrons en œuvre tout ce qui sera en notre pouvoir pour empêcher ce projet écocide d’une autre époque. Pour tenir ces engagements, nous saurons nous appuyer sur les expertises associatives (telle celle du Collectif Ceinture Verte auquel une des associations que je co-préside adhère) et coopératives locales. En plus d’être vertueuses pour l’environnement, ces politiques seront aussi productrices d’emplois locaux faisant partie des 5000 emplois verts que nous ambitionnons de créer.

4° Si vous le souhaitez, vous pouvez vous exprimer librement sur la manière dont vous envisagez l'avenir de ces terres actuellement menacées d'artificialisation, dans le contexte plus global de l'aménagement du territoire au niveau du Département de l'Hérault.

Notre département s'est concentré sur la monoculture de la vigne dont il exporte la production alors que, dans le même temps, nous dépendons des autres régions et pays pour notre alimentation. Malgré les espaces agricoles disponibles, le département n'est absolument pas résilient. Pire encore, les élus socialistes du département, qui manifestement n'ont pas compris la réalité de l'urgence climatique et encore moins les causes profondes de celle-ci, persévèrent dans leurs politiques écocides anachroniques : artificialisation des sols, infrastructures routières, urbanisation galopante ou encore zones de loisirs ou de commerces dédiées à l'accès automobile, dont le projet "Oxylane" est symptomatique.

Pourtant les réponses aux enjeux climatiques sont connues : d'abord stopper tout projet qui aggraverait nos émissions de gaz à effet de serre (rappelons que les objectifs européens de réduction des gaz à effets de serre sont de -55% à l'horizon 2030), ensuite favoriser l'adaptation à des conséquences qui fatalement impacteront les productions agricoles.

Parmi les projets à stopper, citons notamment les projets routiers défendus par l'actuelle majorité socialiste. Nous pensons ici à la Déviation Est de Montpellier, qui impactera directement notre canton, mais surtout au L.I.E.N, dans la prolongation duquel se trouve le site des Fontanelles. Nous sommes opposés à ces projets d'un autre âge.

Il s'agit également de sanctuariser les terres agricoles en périphérie des métropoles et favoriser une agriculture vivrière bio et/ou agro-écologiques destinée à la restauration collective et aux populations locales. Nous nous engageons également à protéger les terres agricoles de la ZAD des Moulières-Est à Clapiers, promises par la mairie socialiste de Clapiers à une future bétonisation. Nous désirons à cet endroit une zone de maraîchage de proximité dédiée à la restauration scolaire des collèges de Clapiers, Jacou et Castelnau-le-Lez.